

## ÉDITORIAL VINCENT GEORIS

Sommet difficile entre l'UE et la Turquie

# Erdogan, faux ami de l'Europe

**O**n ne sait pas grand-chose sur la jeunesse de Recep Tayyip Erdogan, sinon qu'il a été formé à l'école religieuse et qu'à seize ans, il aimait remplacer l'imam à la mosquée. Quelques années plus tard, il écrivit et joua *Maskmaya*, une pièce politique dénonçant le complot maçonnique, juif et communiste. À quarante-quatre ans, devenu maire d'Istanbul pour le Parti de la Prospérité (islamiste), il fut emprisonné durant plusieurs mois pour avoir récité un poème contre la laïcité. Le premier homme politique européen à le recevoir à sa sortie de prison fut le Premier ministre du Luxembourg, Jean-Claude Juncker. Il n'oubliera jamais ce geste.

Dix-huit ans plus tard, l'un préside la Turquie, l'autre la Commission européenne. Les deux hommes sont liés d'amitié. Erdogan, accusé d'islamisme, aime rappeler sa proximité avec la démocratie chrétienne,

la famille politique du  
Luxembourgeois.

**Le premier  
homme politique  
européen  
à avoir reçu  
Erdogan à sa  
sortie de prison  
fut Jean-Claude  
Juncker.**

Les deux dirigeants se sont rencontrés ce lundi soir en Bulgarie. Le président turc a rappelé à quel point il veut que son pays intègre l'UE. Le président de la Commission lui a redit que cela n'arriverait pas tant que les droits humains n'étaient pas respectés en Turquie. Ce vieux

refrain, sur l'air de «Je t'aime, moi non plus», sent le déjà-vu. La seule décision prise à ce sommet fut que l'Europe allongera des milliards pour que la Turquie ne rouvre pas le robinet aux réfugiés.

Erdogan et Juncker veulent-ils réellement que la Turquie entre dans l'UE? La démocratie chrétienne n'a jamais fait mystère de ses doutes à l'égard de l'éligibilité d'un pays musulman. Quant aux rêves européens de la Turquie, ils ne datent pas du président Erdogan, mais de 1987, alors que le pays était dirigé par des libéraux. Les progrès furent constants, jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Erdogan. Depuis lors, les négociations sont au point mort. Les dérapages s'accumulent. Emprisonnement de journalistes, magistrats, politiciens. Massacre en Syrie. Menaces contre les Européens. Le tout, sous les yeux d'une Europe réduite à froncer les sourcils, en déboursant des milliards à un régime autocrate. Jusqu'où sera-t-il acceptable, pour le bien de l'Europe, que perdure cette fausse relation, basée sur un simulacre d'adhésion?